ÉTATS-UNIS - L'Assemblée générale de l'ONU rejette pour la trentième année consécutive l'embargo des États-Unis contre Cuba

SERPAL

vendredi 18 novembre 2022, mis en ligne par Françoise Couëdel

5 novembre 2022 - *L'Assemblée générale des Nations Unies a condamné par une écrasante majorité l'embargo des États-Unis contre Cuba. Un total de 185 pays a voté ce jeudi en faveur de la levée des sanctions contre Cuba, qui ont dévasté l'économie de ce pays depuis les années 60. Seuls les États-Unis et Israël ont voté contre la motion tandis que l'Ukraine et le Brésil se sont abstenus.*

La dénonciation du ministre des relations extérieures cubain

La veille du vote, le ministre des relations extérieures de Cuba, Bruno Rodríguez Parrilla, a déclaré que, entre août 2021 et février 2022, les préjudices liés à l'embargo des États-Unis ont atteint un record, sur seulement sept mois, de 3 milliards 806 millions de dollars. Si le blocus n'existait pas, pour cette période notre PIB aurait pu augmenter de 4,5%. Les dommages cumulés sur plus de 60 ans atteignent 154 milliards 2017 millions de dollars. Où en serait Cuba aujourd'hui si elle avait pu compter sur ces ressources ? Qu'aurions-nous pu faire en plus ? Où en serait notre économie ?...a demandé le chancelier cubain.

Blocus renforcé pendant la pandémie

Il a rappelé aussi que durant la pandémie de COVID 19, le gouvernement des États-Unis a appliqué des exemptions humanitaires temporaires aux pays victimes de ses mesures coercitives unilatérales et autres sanctions. « Pourquoi les Cubains ont-ils été exclus de cette aide humanitaire temporaire ? Au contraire le blocus s'est renforcé, entraînant des complications et des retards quant aux livraisons de fournitures et d'équipements médicaux indispensables, en particulier pour la production de vaccins cubains. Même l'achat d'oxygène médical à des pays tiers a été bloqué ». Malgré tout ça comment expliquer qu'un petit pays comme Cuba ait pu vaincre le COVID 19 avec ses ressources propres et ses propres vaccins ? Le chancelier a rappelé que « en dépit de ses ressources limitées Cuba a envoyé 58 brigades médicales à 42 pays et territoires, qui se sont ajoutées à plus de 28 000 de nos professionnels de santé qui à ce moment-là offraient leurs services à 59 nations ».

Condamnation répétée du blocus

Il s'agit de la trentième fois que l'Assemblée générale des Nations unies a voté en faveur de la résolution et a bénéficié d'un soutien écrasant.

À quel leadership mondial peuvent prétendre les États-Unis alors qu'ils maintiennent une mesure arbitraire et répressive, contre un pays et son peuple qui est rejetée par pratiquement le reste de l'humanité ? Et ce n'est pas seulement de circonstance, cela dure déjà depuis 60 ans. Le président Kennedy en a pris l'initiative, 3 février 1962, avec l'objectif de couper tout lien commercial avec Cuba et d'encercler le pays pour provoquer la faim et des pénuries qui faciliteraient l'effondrement et le renversement du gouvernement révolutionnaire. En dépit du harcèlement constant, qui a inclus des sabotages et des interventions armées financées et organisées par les gouvernements de Washington, le

peuple cubain a résisté.

Les États-Unis ne respectent pas les principes fondamentaux de l’ONU

Le vote de l’Assemblée des Nations unies est une condamnation implicite de la politique étrangère nord-américaine. Elle devrait se traduire par quelque chose de plus efficace. Les États-Unis ne respectent pas les principes fondamentaux des Nations Unies. Entre autres celui qui dit que « les pays membres de l’organisation, dans leurs relations internationales, s’abstiendront de recourir à la menace ou à l’usage de la force contre l’intégrité territoriale ou l’indépendance politique d’un État quel qu’il soit, ou toute autre forme incompatible avec les Principes des Nations Unies ».

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Texte extrait de la lettre d’information diffusée par **SERPAL**.